

Consultations publiques de l'Arcep

Cadre d'attribution des fréquences de la bande 3,8 - 4,2 GHz pour les réseaux mobiles professionnels en métropole

Axione remercie l'Arcep pour l'opportunité qui lui est donnée d'exprimer ses positions relatives aux deux documents suivants :

- Projet de modalités d'attribution des fréquences de la bande 3,8 - 4,2 GHz pour les réseaux mobiles à très haut débit pour des besoins professionnels ;
- Projet de décision fixant les conditions techniques d'utilisation des fréquences de la bande 3,8 - 4,2 GHz pour les systèmes mobiles à large bande de faible et moyenne puissances.

Axione accueille très favorablement l'intention de l'Arcep de mettre en place un cadre d'attribution locale de la bande 3,8 - 4,2 GHz pour le déploiement de réseaux mobiles locaux répondant à des usages professionnels.

Cette bande, compte tenu notamment de ses atouts rappelés ci-dessous, a vocation à contribuer au développement des usages de la 5G « industrielle » :

- Capacité en termes de bande passante et de débit ;
- Bande capable de porter des usages que la bande 2,6 GHz TDD n'adresse pas, i.e. des usages nécessitant une largeur de bande supérieure aux 40 MHz qui y sont disponibles ;
- Bande dont les conditions techniques d'utilisation font l'objet d'une harmonisation à l'échelle européenne, pour des applications locales répondant à des besoins des verticaux ;
- Le principe d'harmonisation ouvre la voie au développement d'un marché de taille significative et donc à la disponibilité d'un large écosystème en termes d'équipements de réseaux et de terminaux.

Axione considère pertinent le mécanisme d'attribution des fréquences envisagé par l'Arcep, dans la mesure où il vise une attribution « au fil des demandes », tout en permettant de s'assurer de l'absence de rareté sur la zone concernée par la demande et d'éviter des brouillages préjudiciables aux réseaux. Ce mécanisme s'apparente à un schéma de régulation, de nature à contribuer à l'utilisation efficace et optimale des ressources spectrales.

Axione estime qu'un tel mécanisme d'attribution devrait constituer l'outil de régulation principal, et que les montants des redevances, liées à l'utilisation des fréquences dans la bande 3,8 - 4,2 GHz, devraient alors être « raisonnables », en cohérence avec les besoins et enjeux des acteurs professionnels.

La définition des modalités de calcul des redevances fera l'objet d'une modification du décret n°2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié¹ et de son arrêté d'application². Ce sujet constitue une compétence de la Direction générale des entreprises (DGE) et sort donc du périmètre de responsabilité de l'Arcep.

¹ Décret n°2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

² Arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Le soutien au développement des usages 5G au profit de l'industrie et des territoires constitue un axe prioritaire de la stratégie d'accélération, identifié par le Gouvernement et la Commission européenne, avec l'objectif notamment d'accroître la compétitivité de l'économie et l'attractivité des territoires.

En cohérence avec cette ambition, il est essentiel de veiller à ce que les montants des redevances ne constituent pas un obstacle à la mise en œuvre de réseaux par un nombre croissant d'acteurs professionnels et à la pérennité des investissements. Il s'agit d'un prérequis pour le développement de cas d'usage dans tous les secteurs de l'économie incluant l'énergie, l'industrie, la logistique, les transports, la santé, etc., pour la compétitivité de l'économie et l'attractivité des territoires.